

Les rendez-vous du 1^{er} trimestre 2019

Neuf groupes Attac dans les Hauts-de Seine, il y en forcément un près de chez vous !

attac92@attac.org - <https://local.attac.org/attac92/> et sur les réseaux sociaux  

CONFÉRENCE-DÉBAT

• **jeudi 17 janvier, de 20 h à 22 h** : « Comment peser sur les décisions concernant le libre échange, les dérives de la finance et le changement climatique ? »
Avec Dominique Plihon, économiste, porte parole d'Attac
Soirée co-organisée par la société civile, des associations, des syndicats et des partis politiques, à Asnières, au Centre d'action sociale 6 place de l'hôtel de ville

Rencontre entre adhérent·e·s de Attac 92

Nous vous proposons, comme l'an dernier, de nous retrouver pour échanger autour d'un pot convivial sur notre association, les groupes de proximité, vos souhaits, etc. Deux lieux, un dans le Nord 92 et un dans le Sud 92.
► **Dates et lieux sur :**
<https://local.attac.org/attac92/>

RÉUNION MENSUELLE

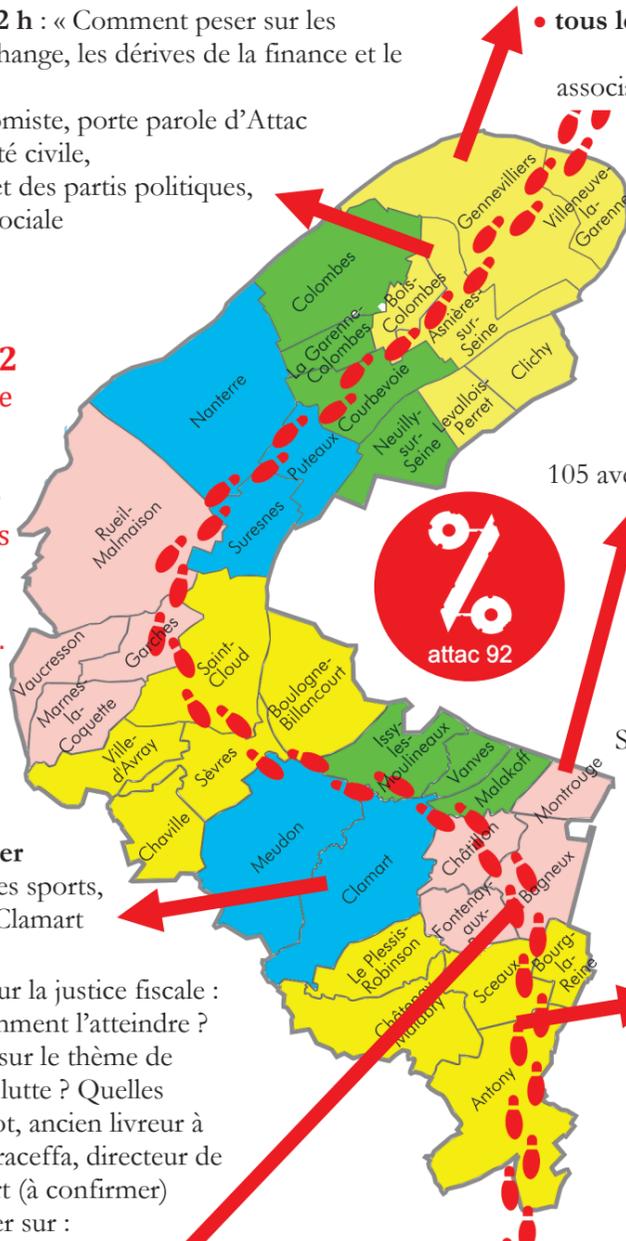
• **les jeudis 10 janvier, 14 février et 21 mars à 20 h 30**, Maison des sports, salle orange, place Hunebelle à Clamart

SOIRÉES DÉBATS

• **en février à 20 h 30** : soirée sur la justice fiscale : qu'est-ce que cela signifie et comment l'atteindre ?
• **en mars à 20 h 30** : 2^e soirée sur le thème de l'ubérisation : Quels moyens de lutte ? Quelles alternatives ? Avec Jérôme Pimot, ancien livreur à vélo et syndicaliste, Sandrino Graceffa, directeur de la coopérative européenne Smart (à confirmer)
Joindre le groupe ou s'informer sur : <https://local.attac.org/attac92clamart/>

S'INFORMER DE L'ACTIVITÉ DU GROUPE

• **joindre** : Daniel au 06 75 44 26 13 ou daniel.monteux@wanadoo.fr



RÉUNION MENSUELLE

• **tous les derniers lundis du mois à 20 h 30**, à la Maison des associations 80 bld du g^{al} Leclerc à Clichy (métro mairie de Clichy, bus 74 ou 174)
• **joindre le groupe** : attac92gp2@yahoo.fr ou 09 51 50 59 93 (Jean)

RÉUNION MENSUELLE

• **le jeudi de la première semaine pleine du mois à 19 h 30**, à la Maison des associations, 105 avenue A. Briand à Montrouge

• **jeudi 3 janvier, à 19 h** : projection du film « Qu'est-ce qu'on attend ? » de Marie-Monique Robin
• **jeudi 7 février** : projection du film « Trait de vie » de Sophie Arlot et Fabien Rabin (à confirmer)

RÉUNIONS-DÉBATS

• **mercredi 16 janvier** : L'hôpital à la dérive : peut-on redresser la barre ? Avec Denis Labayle, ancien chef de service à l'hôpital d'Evry salle Henri Lasson à Antony
• **mercredi 30 janvier** : réunion des adhérents : nos projets en débat salle Henri Lasson à Antony
• **mercredi 6 mars** :

Le mal-logement dans nos communes, débat animé par Michel Broutin de l'Observatoire de la précarité et du mal-logement 92 - salle Henri Lasson à Antony

Joindre le groupe Attac cables : attac.cables92@gmail.com

% S'informer & Agir

attac 92 Un autre monde est possible * Le Mag d'Attac 92 * 1^{er} trimestre 2019 n° 5



Le 8 décembre, des centaines de milliers de personnes ont exprimé leur colère commune contre l'injustice fiscale, l'injustice sociale et l'injustice écologique. La jonction des revendications sociales et écologiques est un fait politique majeur. Le libéralisme et le productivisme nous conduisent droit dans le mur. L'écologie de marché, injuste et inefficace, est une folie. L'argent pour la justice sociale et écologique existe. Les banques privées et la Caisse des dépôts doivent désinvestir des énergies fossiles et financer la transition écologique. La revalorisation des retraites, du SMIC et des minimas sociaux, l'égalité salariale hommes/femmes doivent être financés par l'ISF, la taxe sur les transactions financières et une politique anti-évasion fiscale. □

Éditorial

Fin du monde et fins de mois : pour nous, le même combat !

En octobre 2018, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a publié un rapport sur l'objectif, fixé dans l'accord de Paris en 2015, de contenir l'élévation de la température moyenne de la planète sous les 2°C d'ici 2100 en s'efforçant de la limiter à 1,5°C. À ce jour, tout le monde sait que cette limite ne sera pas tenable. Depuis 1850, la Terre s'est réchauffée de 1,1°C et les conséquences se font déjà sentir : canicules, incendies, extinctions d'espèces, typhons, inondations, baisse de productivité agricole, etc.

Si rien ne change, le réchauffement atteindra + 1,5°C entre 2030 et 2052. Des villes comme Montpellier, Bordeaux, La Rochelle pourraient être sous l'eau dans cinquante ans. En 2100, un quart des espèces animales et végétales aura disparu, 70 à 90 % des coraux seront affectés et le niveau des océans aura crû de 40 cm par rapport à 2000. 245 millions de personnes seront exposées à une pénurie d'eau nouvelle ou aggravée. Les dix prochaines années sont cruciales pour empêcher la catastrophe mais avec des

émissions françaises de gaz à effet de serre réparties à la hausse depuis trois ans, le scénario d'un réchauffement à + 3°C n'est pas totalement exclu.

Dans ce contexte, et alors que le plan Climat de 2017 est sacrifié au fil des mois, le gouvernement Macron imagine de combler une part du déficit budgétaire 2019 en augmentant les taxes sur le carburant, déclenchant la colère des ménages les plus modestes. La transition écologique ne peut pas se faire sur leur dos : pas de transition sans justice sociale. Il faut changer de cap : les politiques menées contre « la fin du monde » doivent améliorer les « fins de mois » du plus grand nombre ! □

Attac, qu'est-ce que c'est ?

L'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac) est un mouvement d'éducation populaire, qui milite pour la justice sociale et environnementale, et conteste le pouvoir pris par la finance sur les peuples et la nature. Elle mène des actions pour favoriser des alternatives.

ADHÉRER À ATTAC, ÇA FAIT DU LIEN PAR OÙ ÇA PASSE...

www.france.attac.org



S'informer & Agir, un autre monde est possible * Le Mag d'Attac 92 * n° 5, parution 1^{er} trimestre 2019
Directrice de la publication : Nathalie Levray - Dépôt légal : à parution - ISSN en cours - Tirage : 7 500 exemplaires

Adhérer à Attac sur le site d'Attac France (de 13 à 400 € par an, suivant vos revenus) : <https://france.attac.org/>

Ubérisation : un modèle qui nous veut du bien ?

Construit à partir du nom de l'entreprise Uber, le terme « ubérisation » désigne un service rendu à partir d'une plateforme payante de mise en relation en ligne entre un offreur et un demandeur. Le phénomène est le résultat d'une évolution rapide et récente du mode d'exploitation capitaliste.

Caractérisée par un développement tentaculaire, tant du point de vue géographique que par ses activités, l'ubérisation est l'aboutissement des mouvements d'externalisations et de délocalisations. Elle représente un modèle économique purement boursier, basé dans les paradis fiscaux, et un modèle social échappant à la loi, générateur d'un travail précaire et payé à la tâche. Son objectif est de capter la valeur ajoutée du travail, de devenir le plus gros pour faire disparaître toute concurrence... et de fixer les prix au consommateur.

Pour résister à cette proposition consumériste apparemment séduisante, le citoyen peut pousser les pouvoirs publics à développer une urbanisation et une offre de transports en commun de qualité et à favoriser l'autopartage, à instaurer transparence et contrôle sur ces entreprises notamment pour qu'elles paient leurs impôts là où sont leurs activités commerciales, et à requalifier les contrats des autoentrepreneurs en contrat de travail avec la protection sociale qui y est attachée. La société civile doit aussi se réapproprié l'économie collaborative non capitaliste. □



+d'infos : <https://urlz.fr/8vUP>

Retraites : le leurre du « un euro cotisé donne les mêmes droits à tous »

Notre système de retraite est bâti sur la répartition (les cotisations des actifs financent les pensions actuelles), des prestations définies (50 % du salaire de référence, paramètres de calcul connus et négociés par des instances paritaires) et la prise en compte des aléas de la vie - veuvage, chômage, maladie - par des dispositifs de solidarité tels que la réversion et le minimum vieillesse.

La réforme programmée en 2019 s'oppose radicalement à cette conception en passant à un système purement contributif, à l'image des complémentaires actuelles. Les cotisations sont cumulées en un capital de points, entretenant l'illusion d'une épargne qu'on retrouvera à son départ. Or c'est là que le montant de la pension sera calculé sur la base du nombre de points cumulés, de la valeur du point redéfinie chaque année en fonction de paramètres opaques (conjoncture économique et démographique, valeurs d'indexation), et de l'ensemble de la carrière (et non plus les vingt-cinq meilleures années). Cela change tout : le niveau de la future pension n'est ni connu, ni garanti. C'est une baisse programmée des pensions, qui pousse ceux qui en ont les moyens à la capitalisation financière. Présentée comme « moderne » et « plus juste », cette réforme nivelle le pouvoir d'achat des futurs retraités vers le bas et renforce les inégalités, notamment pour les plus précaires, parmi lesquelles beaucoup de femmes dont les carrières sont souvent discontinues.

En 2019, Attac se mobilisera contre cette réforme ! □



La révolte des gilets jaunes : et après ?

Fin 2018, les « gilets jaunes » ont exprimé de façon déterminée un sentiment d'injustice profonde. Posant avec force les questions du pouvoir d'achat, de la justice fiscale, de la dégradation des services publics, affirmant la nécessaire transition écologique, leurs revendications mettent en débat la politique sociale et fiscale du gouvernement et la logique néolibérale.

À la commisération méprisante du début de mobilisation, a succédé une répression disproportionnée du gouvernement. Puis, pour désamorcer cette révolte populaire envahissante, E. Macron a offert un enfumage de première classe, annonçant de pseudo-mesures sociales, déjà programmées et en réalité financées par les contribuables. Le recyclage de vieilles recettes libérales, comme la défiscalisation des heures supplémentaires, s'opère au détriment des personnes en recherche d'emploi. Macron maintient son cap : une fiscalité pro-capital et grandes fortunes, l'évasion fiscale toujours impunie, les attaques contre l'assurance chômage, les retraites, les fonctionnaires et les services publics, les lycéens et étudiants, notamment étrangers, le logement social. Cette politique amplifiera les inégalités sociales et ne répond ni à l'exigence démocratique portée maintenant par les « gilets jaunes », ni à l'urgence climatique. A l'heure où nous écrivons, nul ne peut prédire ce qu'il adviendra de cette dynamique. Mais, en 2019 comme en 2018, Attac soutient la convergence des luttes pour plus de justice sociale. □



Actions citoyennes, désobéissantes et médiatiques : Attac ne laisse pas faire le monde de la finance !

#PasAvecNotreArgent. Le 15 décembre, le groupe Attac 92 Clamart et sa brigade de clowns ont arpenté le marché de Noël pour informer les chalands sur l'emploi des fonds versés sur le livret développement durable et solidaire (LDDS) : un jeu pour sensibiliser ainsi que des tracts et des autocollants distribués. Les Clamartois ont été intéressés d'apprendre que cette épargne réglementée ne sert ni au développement durable, ni à la solidarité ! L'argent collecté par les banques est utilisé de manière opaque, ne finançant qu'à la marge la transition écologique, les travaux d'économie d'énergie dans les bâtiments anciens ou l'économie sociale et solidaire. Pire, il peut alimenter les 200 multinationales responsables de 90 % des émissions de gaz à effet de serre, cause majeure des dérèglements climatiques. Pour exiger la transparence, les Clamartois ont été invités à signer et relayer la pétition « L'argent du Livret de Développement Durable et Solidaire ne doit plus financer la destruction du climat ! » et à demander à leur banque ce qu'elle fait de l'argent du LDDS. □



+d'infos : <https://urlz.fr/8w1K>



Bravo aux adhérent-e-s qui ont animé la table militante pour mieux faire connaître les objectifs et les propositions d'Attac

Relevons la tête. Attac 92 a participé au 3^e festival « Relevons la tête », aux côtés de l'association Fakir, des Amis de l'Humanité, de la Ligue des droits de l'Homme, de l'UL CGT, accompagnées par la Maison des initiatives citoyennes et le cinéma Louis Lumière de Nanterre (92). L'expo d'Attac « Un monde à changer » a été présentée du 12 octobre au 28 novembre 2018, à l'Agora, haut lieu d'éducation populaire et citoyenne. L'association a contribué à montrer comment le libéralisme s'est développé depuis mai 1968 jusqu'à faire de l'évasion fiscale une quasi-norme. Le débat de clôture a permis de mettre en lumière que des solutions concrètes et constructives comme les coopératives peuvent être développées pour rendre un autre monde possible. □

Libres, sans peur et vivantes. Attac est fière d'avoir fait partie de l'énorme mobilisation du 24 novembre, à l'appel du collectif citoyen #Nous Toutes, rassemblant plusieurs associations (Collectif National des droits des femmes, Planning familial, Osez le féminisme). Attac et son comité local 92 soutiennent ce mouvement qui n'est pas un combat des femmes contre les hommes, mais un combat des hommes et des femmes, ensemble, contre les inégalités, et pour la fin de l'impunité des agresseurs. L'action publique doit mettre fin aux violences sexistes et sexuelles par des mesures et des moyens financiers ambitieux. □



À Paris, 20 000 personnes ont défilé

Migrants : stop au non-respect de leurs droits.

L'accueil et la protection des mineurs isolés étrangers, tel était le sujet de la soirée Festisol organisée à Clamart, le 23 novembre avec le collectif MASI. Un thème d'actualité dans les Hauts-de-Seine où l'Aide sociale à l'enfance procède à un « tri » indigne et inhumain des jeunes étrangers au lieu de les accueillir sans condition comme la loi l'impose. Attac 92 s'est associée au rassemblement organisé par le collectif resf.mie.92 (Réseau éducation sans frontières) à la Défense le 8 décembre. Avec des chaussures symbolisant la route pour arriver jusqu'à nous. □

